

L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

115

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - novembre 2012

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle du Pays de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché du travail. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses.



Crédit photo : Bmo

PARTENAIRES : POLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PRÉFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE, MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PAYS DE BREST



Crédit photo : Anne-Laure Gac

1^{er} semestre 2012 : ralentissement confirmé

L'Europe devrait entrer en récession au 3^e trimestre 2012 et en France, l'économie est à l'arrêt depuis déjà trois trimestres consécutifs.

Le Pays de Brest n'est pas épargné par ces difficultés rencontrées de manière générale par les économies avancées. Il doit faire face au ralentissement de la demande. L'effritement des carnets de commande est avéré dans le secteur du bâtiment, avec une érosion de la construction individuelle et collective. Les entreprises de services peinent également à maintenir leur niveau d'activité et à avoir une visibilité sur l'activité des prochains mois. Dans le secteur industriel en revanche, quelques indicateurs demeurent positifs au 1^{er} semestre 2012 (investissements immobiliers, recours à l'intérim). Mais, les difficultés rencontrées par certaines filières de l'industrie agroalimentaire, le ralentissement de la demande française et mondiale, l'appréciation de

l'euro sont autant de facteurs qui rendent les perspectives économiques incertaines.

Sur le marché du travail, le nombre de chômeurs a progressé de 6,7 % en un an. Cette hausse reste néanmoins bien inférieure aux moyennes nationales et régionales. La dégradation du marché de l'emploi concerne tous les profils de demandeurs d'emploi, plus particulièrement les seniors et les jeunes. Les déclarations préalables à l'embauche et les offres collectées par Pôle emploi s'établissent principalement sur de courtes durées dans ce climat teinté d'incertitudes. Si le nombre d'entrées à Pôle emploi est plutôt stable, les sorties sont en régression, créant ainsi un phénomène de file d'attente. Les chômeurs de longue durée représentent désormais plus du tiers des demandeurs d'emploi.

Conséquence de la dégradation sur le marché du travail, la situation financière des ménages se détériore et leur niveau de consommation peine à se maintenir.

activité économique

Recul général de l'activité



Crédit photo : Laurent Nevo

Pour le second semestre consécutif, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest est en repli. Cette tendance concerne l'ensemble des secteurs d'activités, de manière plus ou moins accentuée. Le recul des débouchés à l'export se confirme également.

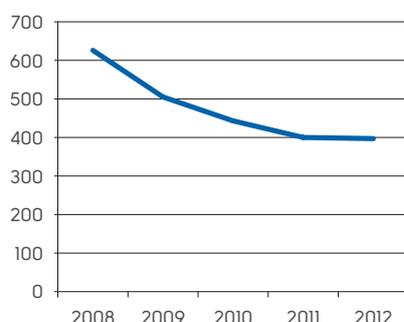
Trafic aérien : le million de passagers à portée d'ailes

Avec un total de 536 909 passagers au 1^{er} semestre, l'aéroport Brest Bretagne a enregistré un peu plus de 56 000 passagers supplémentaires par rapport au 1^{er} semestre 2011, soit une nouvelle progression de 11,7 %. Les lignes sur Paris, 1^{er} poste de trafics de l'aéroport (50 % du trafic), gagnent ensemble 3 % (+11,5 % sur Roissy). À l'inverse, les liaisons transversales sont toutes en retrait, à l'exception notable de Marseille (près de 50 000 passagers en plus) et de Toulon (+7,4 %). Les vols européens sont globalement à la baisse (-9,3 %), mais les nouvelles liaisons, assurées depuis fin mars, par Air France sur Londres City (1 645 passagers) et par Vueling sur Barcelone (4 698 passagers), ont permis de diversifier l'offre. Enfin, les destinations vacances en Europe progressent ensemble de 25,8 %; hors Europe, elles sont en retrait de 5,3 %. Si la tendance se confirme, la barre symbolique du million de passagers pourrait être atteinte d'ici la fin de l'année.

Stabilité des créations d'entreprises

Environ 400 entreprises, hors auto-entrepreneurs, ont été créées au 1^{er} semestre

Création d'entreprises dans le Pays de Brest au 1^{er} semestre



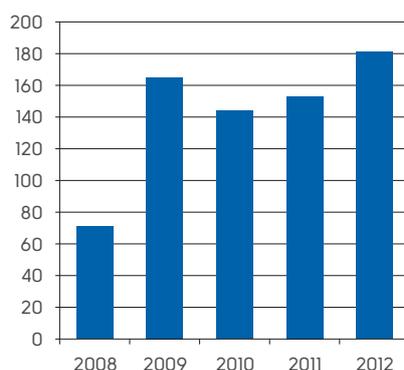
Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

2012 dans le Pays de Brest. Ce volume, globalement identique à celui enregistré au cours de la même période en 2011, reste faible par rapport aux années antérieures. Ce sont les secteurs des services (entreprises et particuliers) et du commerce qui ont davantage marqué le pas au cours des 5 dernières années.

Nouvelle progression des défaillances d'entreprises

Au niveau des dépôts de bilan, un nouveau pic est atteint au 1^{er} semestre 2012. 180 redressements et liquidations judiciaires ont été prononcés, soit une progression de 18 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Le semestre est notamment marqué par le dépôt

Nombre de redressements et liquidations judiciaires au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest au 1^{er} semestre



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest

de bilan du groupe châteaulinois Doux qui laisse craindre de lourdes conséquences sur l'ensemble de la filière avicole, des éleveurs aux transporteurs.

Parmi les principales liquidations judiciaires : Idéa agencement - Brest, 48 salariés; Iso-bois - St Divy, 38 salariés; le pôle frais de Doux - Châteaulin, 900 emplois supprimés dans le groupe. En redressement judiciaire : Doux à Châteaulin; Kana Beach, Locmaria-Plouzané - 94 salariés...

CONJONCTURE MONDIALE ET NATIONALE : UNE CROISSANCE NULLE

Les économies avancées ont enregistré une croissance quasi nulle au 2^e trimestre 2012. En France, l'activité est également restée stable (0 % au 1^{er} et 2^e trimestre 2012).

L'INSEE évoque des perspectives de croissance « globalement atones » pour la seconde partie de l'année. L'Europe entrerait en récession au 3^e trimestre 2012 ; l'économie française serait quant à elle à l'arrêt avec une croissance nulle au 2^e semestre. L'appréciation de l'euro pénaliserait les débouchés à l'export; la dégradation du marché du travail, combinée à une hausse des prélèvements obligatoires et au niveau élevé des prix du pétrole affecterait le pouvoir d'achat des ménages et leurs dépenses de consommation. L'emploi continuerait de reculer et le taux de chômage s'établirait à 10,6 % en fin d'année.

Analyse sectorielle

Industrie : résistance de l'activité

En Bretagne, le moral des chefs d'entreprises recule au 1^{er} semestre 2012 d'après les enquêtes d'opinion réalisées par la Banque de France. Le déficit de commandes s'est encore creusé, en raison principalement d'un recul des débouchés sur le marché national. Le taux d'utilisation des capacités de production se situe assez nettement sous la moyenne de longue période.

Dans le Pays de Brest, les industriels enregistrent un repli modéré de leur chiffre d'affaires. Quelques indicateurs sont positifs comme un recours accru à l'emploi intérimaire et la réalisation d'investissements immobiliers pour la modernisation et l'extension des entreprises. En revanche, les difficultés des industries agroalimentaires, plus spécialement des filières avicole et porcine, laissent présager des difficultés pour les mois à venir.

Réparation navale civile : une période de transition

En rupture de commandes depuis septembre 2011, la Sobrena, filiale du groupe Meunier, se trouvait en redressement judiciaire depuis décembre 2011. Fin mars, le groupe de construction et de réparation navale néerlandais Damen (6 000 salariés dans le monde sur 39 chantiers) a repris la société en conservant les 210 emplois res-

tants. L'enjeu pour l'économie locale était important : en ajoutant les emplois indirects, ce sont entre 800 et 1 000 emplois qui sont ainsi préservés. Sur ce 1^{er} semestre, presque tous les indicateurs sont en chute libre : 6 navires traités en formes (contre 15 au 1^{er} semestre 2011), 63 jours de travail seulement (contre 283), 532 heures de grue (contre 3 700). Seul le travail à quai a légèrement progressé, mais pour l'essentiel du fait de l'accueil d'unités plus petites. Depuis le mois de mai 2012, après six mois d'absence, les grands navires fréquentent à nouveau les formes de radoub du chantier, rebaptisé Damen Shiprepair Brest.

Port de commerce en retrait

Avec 1 426 765 tonnes traitées au 1^{er} semestre, le trafic du port de commerce de Brest est en retrait de 6 % par rapport à la même période de 2011. Sur les 3 premiers mois, la baisse était même de -12 %. Cette évolution tient d'abord au recul sensible des vracs solides agroalimentaires, 1^{er} poste de trafic du port (450 285 t, -18 %). Les récoltes de céréales s'étant révélées bonnes en France, au cours de l'été 2011, les besoins en importation ont diminué d'autant. Le poste des viandes et volailles congelées (-14 % en conteneurs, -58 % sur palettes) contribue également au recul enregistré. Les difficultés rencontrées par le groupe Doux (dont le trafic de viande congelée passe pour 35% par Brest) expliquent pour une bonne part ce

résultat, affectant lui-même le poste global des conteneurs (-13 %). Les autres trafics sont à la hausse. Le vrac liquide agro, en particulier sur les huiles de soja et de colza, progresse de +31 %. Les vracs liquides-énergie font 3 % de mieux et les vracs solides non agroalimentaires 4 %.

Bâtiment et travaux publics : tassement prononcé de l'activité

À l'échelle régionale, d'après la Banque de France, l'activité s'est maintenue au cours du 2^e trimestre 2012 dans le secteur du bâtiment, soutenue par l'activité dans le secteur de l'entretien-rénovation. Pour les entreprises de travaux publics, l'évolution est moins favorable et les perspectives ne sont pas bonnes pour les prochains mois.

Dans le Pays de Brest, plusieurs signaux attestent d'une situation délicate au 1^{er} semestre 2012 et pour les mois à venir : une érosion de la construction individuelle et collective, une baisse des investissements des professionnels, un net recul de l'emploi intérimaire et des défaillances d'entreprises. Le chiffre d'affaires des entreprises recule significativement au 2^e trimestre 2012, par rapport à la même période en 2011. Les professionnels sont dans l'attente de nouveaux dispositifs d'incitation fiscale, notamment pour l'investissement locatif et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Côté chantiers publics, quelques grands projets dans l'agglomération ont pris le relais des travaux du tramway, dont la construction de la grande salle des spectacles sportifs et événementiels, l'aménagement du plateau des Capucins et le Campus des Métiers.

Services : un contexte morose

L'opinion des professionnels bretons a reculé légèrement au cours du 1^{er} semestre 2012. Les prévisions d'activité s'inscrivent en légère progression, notamment dans le secteur informatique. À l'échelle du Pays de Brest, l'activité s'inscrit en recul dans les secteurs du transport/logistique, du commerce de gros et de détail, ainsi que pour les services aux entreprises.

Érosion de l'intérim

Pôle emploi comptabilise 3 500 intérimaires fin juin 2012 dans le Pays de Brest. L'intérim recule de 4 % en un an; cette baisse est plus modérée qu'au niveau régional (-8%) et le niveau de l'emploi intérimaire demeure bien



Credit photo : Bruno Choisine

au-dessus des mauvais résultats de 2009. Le repli touche de plein fouet le secteur de la construction (-12 %) et les activités tertiaires (-11 %) comme le commerce, les activités scientifiques et techniques, ou bien le transport-entrepôt. L'industrie enregistre pour sa part une hausse de l'emploi intérimaire de 6 % en un an, principalement dans la filière agroalimentaire et le secteur des équipements électriques et électroniques.

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



* CVS : Corrigée des Variations Saisonnières. Source : Pôle emploi, données provisoires

IMMOBILIER D'ENTREPRISES

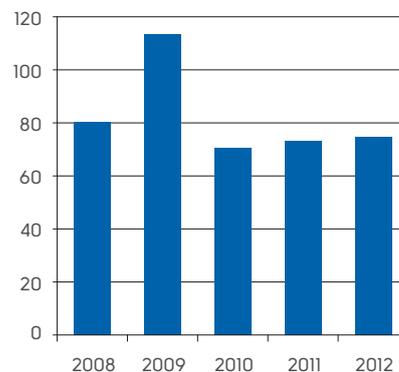
Stabilité des investissements

Les surfaces autorisées au 1^{er} semestre 2012 de locaux d'activités et bureaux sont comparables à celles enregistrées pour la même période en 2010 et 2011. Des disparités existent entre secteurs d'activités : les projets sont en retrait dans les secteurs du commerce, de l'artisanat et du tertiaire. En revanche, le volume de surfaces autori-

sées en équipements publics et bâtiments industriels progresse. Dans l'industrie, cela correspond notamment à des investissements (modernisation, extension) réalisés par la filière agroalimentaire (Even à Ploudaniel, Sill à Plouvien, Crêperie Whaou à Plouédern...) et à la commercialisation de la zone d'activités de Saint-Thudon à Guipavas

(ex : Géodis). La nouvelle salle brestoise des spectacles sportifs et événementiels contribue par ailleurs au boom des autorisations dans le secteur des services publics.

Surface de locaux autorisés au 1^{er} semestre



Source : DREAL - Sit@del2



Crédit photo : ADEUPa

Principales opérations autorisées au 1^{er} semestre 2012

Demandeur	Lieu des travaux	Nature de la demande	Shon créée
Sarl Europe - Barraine	Rue Edouard Belin - Brest	Bureaux/commerces	14 019 m ²
Brest métropole océane	Bd Plymouth - Brest	Service d'intérêt collectif	13 500 m ²
JD2 Promotion	Rue Henri Becquerel - Gouesnou	Bureaux	6 600 m ²
GÉODIS	Rue Jacqueline Auriol - Guipavas	Bureaux/industrie	4 640 m ²
Association du home familial	Linglas Izella - Loperhet	Service d'intérêt collectif	4 595 m ²
Fromagerie de l'Iroise	Traon Bihan - Ploudaniel	Industrie	2 496 m ²

Source : DREAL - Sit@del2

ÉCONOMIE BRETONNE

Difficultés dans l'industrie et la construction

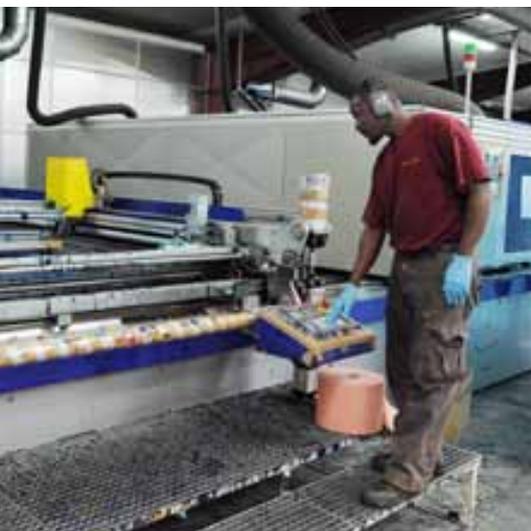
Selon la Banque de France, l'indicateur du climat des affaires en Bretagne a continué de se dégrader au cours du 1^{er} semestre 2012 dans les secteurs de l'industrie et des services. L'activité dans le bâtiment et travaux publics s'est légèrement repliée.

Au 1^{er} trimestre 2012, l'emploi salarié recule de 0,2 % (source : INSEE). La baisse la plus significative touche les activités de la construction. L'emploi intérimaire a également fléchi fortement.

marché du travail

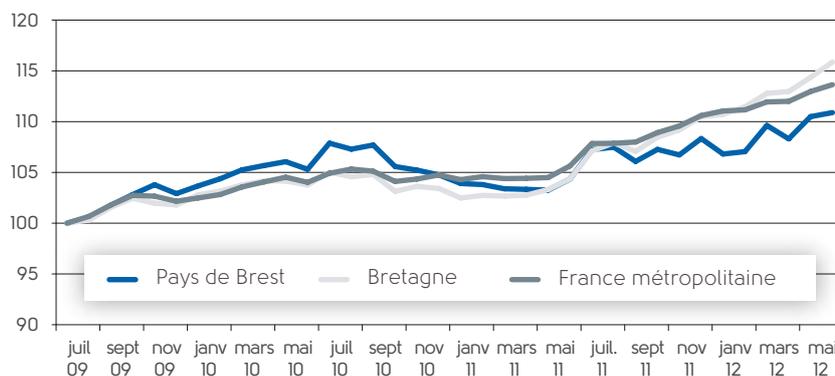
DEMANDEURS D'EMPLOI

Le marché du travail continue à se dégrader



Crédit photo : Dominique Leroux

Evolution du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en janvier 2009) en CVS



Source : Pôle Emploi Rennes - Traitement ADEUPa

Au 30 juin 2012, le Pays de Brest compte 14 021 demandeurs d'emploi de catégorie A. Depuis fin 2011, le nombre d'inscrits ne cesse de croître même si la progression est plus modérée dans le bassin brestois (+6,7% en un an), qu'en Bretagne (+12,2%) et en France (+8,4%).

Sur ces six derniers mois, l'évolution a été continue sur tous les territoires observés. Pour le Pays de Brest, la stabilisation qui se dessinait courant 2011 n'est plus envisagée. De plus, si auparavant la région était plus dynamique que la France métropolitaine en termes d'emplois, ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'écart se resserre de plus en plus et la Bretagne ne fait plus figure de bonne élève.

Dans un contexte économique durci, la hausse du chômage devrait continuer à perdurer en 2^e partie d'année.

Dans le Pays de Brest, 23 394 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les catégories A, B et C au 30 juin 2012. En un an, leur nombre s'est accru de 6,1 % contre +9,5 % en Bretagne et +7,3 % en France.

Une progression qui n'épargne aucun public

Au 30 juin 2012, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de +8,4 %. C'est la hausse la plus

importante enregistrée ces six derniers mois avec un point de départ de -3,2 % en janvier. De plus, si cette progression a été inférieure à la moyenne bretonne (+11,7 %), elle a été bien supérieure à la moyenne nationale (+6,9 %).

49,9 % des demandeurs d'emploi sont des femmes, soit une évolution de +6,7 % sur un an. L'évolution est moins conséquente qu'ailleurs, mais la part relative de ce public est plus importante dans le Pays de Brest (49,9 % contre 48,6 % en Bretagne). Si l'on prend en compte les catégories A, B et C, les femmes sont d'autant plus représentées avec 53,5 % des demandeurs d'emploi au niveau du bassin brestois contre 50,8 % en France. Il semble donc que les femmes soient plus concernées par la précarisation du marché du travail, particulièrement au sein du Pays de Brest.

Près de 3 150 personnes qui recherchaient un emploi avaient plus de 50 ans. Un chiffre en évolution de +13 % par rapport à l'année dernière. Désormais, ils représentent plus de 22 % des demandeurs d'emploi, contre 19,7 % il y a 2 ans. À l'échelle régionale, le constat est plus alarmant avec une hausse de +18 % sur un an.

Dans le Pays de Brest, plus d'un tiers des demandeurs recherchent un emploi depuis plus d'un an. Un niveau supérieur à la Bretagne mais équivalent à la France métropolitaine. Par contre, la progression, si elle n'est pas négligeable localement (+3,2 %), est bien inférieure à ce qui est constaté par ailleurs.

La structure de la demande d'emploi au 30 juin 2012 (données brutes)

	Pays de Brest		Bretagne		France	
	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an
Jeunes	14,0 %	+8,4 %	14,1 %	+11,4 %	14,3 %	+6,9 %
Femmes	49,9 %	+6,7 %	48,6 %	+11,9 %	48,5 %	+8,1 %
Seniors	22,4 %	+13 %	23,0 %	+18,0 %	22,3 %	+16,2 %
Chômeurs de longue durée	33,8 %	+3,2 %	32,1 %	+13,2 %	33,3 %	+10,5 %

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

1- Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage, il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois précédent.

2- Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

3- Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

Le taux de chômage atteint 8,6 %

Au 2^e trimestre 2012, le taux de chômage de la nouvelle zone d'emploi de Brest s'élève à 8,6% de la population active et s'inscrit en progression depuis un an. Souvent inférieur à celui enregistré à l'échelle locale, le taux de chômage en Bretagne se situe désormais au même niveau. Les différents dossiers qui ont fait l'actualité bretonne ces derniers mois (notamment PSA et Doux) ont dû commencer à faire leurs effets. Restent à connaître les impacts sur le bassin brestois.

Bonne progression du volume d'embauches : signe positif ?

Au 2nd semestre 2012, les entreprises ont réalisé plus de 94 000 déclarations préalables à l'embauche. Un chiffre supérieur à la période précédente de +12 %.

La plus forte progression est décernée au secteur de l'agriculture et de la pêche avec +72 %. Un bond des déclarations préalables à l'embauche potentiellement dû aux difficultés rencontrées par ces acteurs. En effet, un manque de lisibilité des entreprises peut pousser à multiplier les contrats à courtes durées.

Ce semestre, deux secteurs ont davantage recruté. Il s'agit du commerce (+19 %) et de l'hébergement-restauration (+17 %). Les effets des fêtes maritimes commencent à se faire ressentir (à confirmer lors du second semestre).

À l'inverse, le volume d'embauches a reculé dans le transport-entrepôt (-11 %). Les difficultés du groupe Doux peuvent avoir eu un effet dans ce secteur.

Stagnation des offres récoltées par Pôle emploi

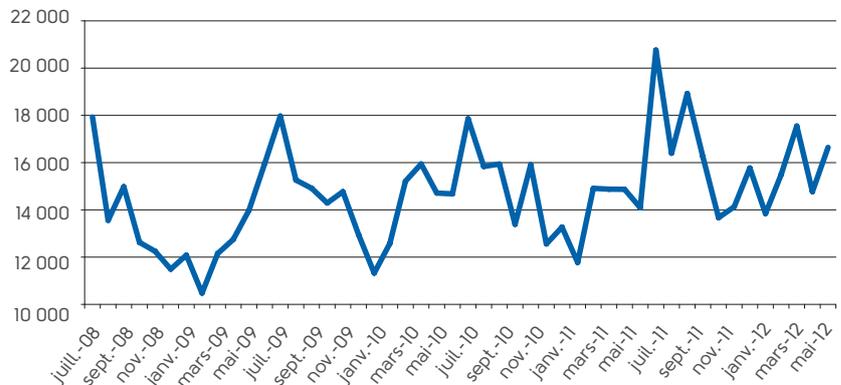
Dans le Pays de Brest, le volume d'offres d'emploi collectées au 1^{er} semestre 2012 par Pôle emploi est de 9 603, un chiffre qui n'a pas évolué depuis la période précédente. Dans le même temps, la France a vu ses offres chuter de plus de 8 %.

Au niveau du bassin, ce sont les offres durables (supérieures à 6 mois) qui ont le plus souffert de la mauvaise conjoncture économique avec une baisse de -6,4 %. Une chute moins brutale qu'en France (-7,9 %) ou en Bretagne (-9,3 %).

À l'inverse, pour pallier les besoins de très court terme, les offres occasionnelles (inférieures à 1 mois) croissent. Entre le 1^{er} semestre 2011 et celui de 2012, elles ont progressé de 25 % dans le Pays de Brest.

Évolution du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le Pays de Brest

Source : Pôle Emploi



DPAE : Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) ont pour avantage de comptabiliser l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (y compris le marché dit « caché »). La vision est donc exhaustive sur les secteurs recruteurs. En revanche, les DPAE présentent l'inconvénient de prendre en compte toutes les offres, temporaires comme pérennes.

Des sorties de la demande d'emploi moins nombreuses

Les entrées à Pôle emploi stagnent à hauteur de 0,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Mais le nombre de sorties baisse de -1,6 %.

35 % des entrées correspondent au motif de fin de contrat (mission et CDD), un chiffre en évolution de +12 %. Ces résultats illustrent la baisse du recours à l'emploi intérimaire évoquée précédemment et témoignent de la frilosité des employeurs à recruter dans un contexte économique dégradé.

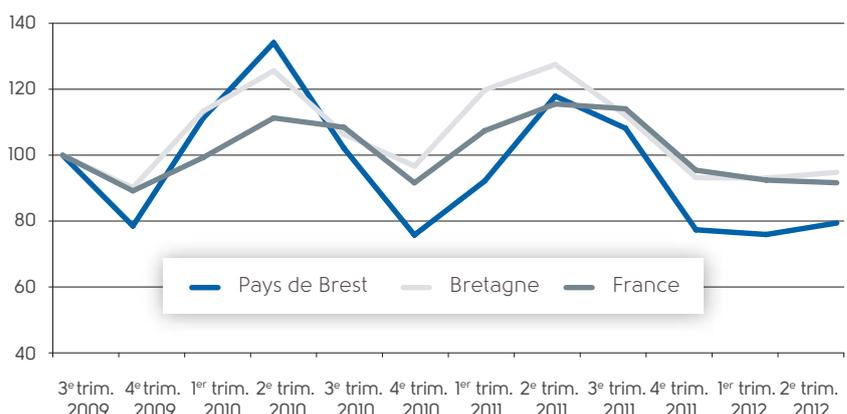
Les entrées pour cause de reprise d'activité sont en progression de +2,7 % sur la même période. Si l'aspect positif est d'améliorer le taux d'activité du territoire, il peut être également le signal de difficultés économiques rencontrées par les ménages qui les poussent à multiplier les sources de revenus.



Crédit photo : Guillaume Team

Les principales causes de sortie restent l'absence au contrôle pour 44 % et la reprise d'un emploi pour 27 %. Mais ce dernier motif est en baisse de -2,7 %. On trouve en 3^e position l'entrée en formation en évolution de +19,5 %. Une donnée qui peut être considérée comme positive si le choix de la formation fait l'objet d'un projet professionnalisant. Ces trois motifs rassemblent 80 % des sorties de Pôle emploi.

Évolution du nombre d'offres totales enregistrées à Pôle emploi Données brutes - base 100 3^e trim. 2009



Source : Pôle emploi - Traitement ADEUPa

Les ménages

Baisse de la consommation

Au premier trimestre 2012, la consommation augmente légèrement dans le Pays de Brest. Cela constitue une inversion de tendance après 3 trimestres consécutifs de repli. Ce redressement ne constitue toutefois qu'un épiphénomène puisque le chiffre d'affaires dans le commerce de détail diminue particulièrement entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2012.

La trésorerie des ménages avait fortement baissé entre 2009 et 2011; au premier semestre 2012, la situation financière des ménages du Pays de Brest ne connaît aucune amélioration. Si jusqu'en 2011, le niveau de consommation avait pu être maintenu grâce au crédit, ce n'est désormais plus le

cas. C'est également ce que confirme la poursuite de la baisse du recours au crédit revolving amorcée dès le début de la crise.

Un niveau d'investissement qui baisse

Les encours en épargne logement qui tendaient à progresser depuis 2008, se stabilisent au 1^{er} semestre 2012. Cette inflexion est également perceptible en matière de crédit habitat. Confirmant cette évolution, le

nombre de permis de construire autorisés diminue fortement ce semestre, particulièrement au second trimestre. La baisse du nombre des logements commencés est encore plus marquée.

L'individuel pur comme le logement collectif reculent fortement. Si la crise économique et une certaine frilosité des banques peuvent expliquer la diminution des opérations dans l'individuel pur, la baisse du collectif est largement imputable à l'extinction progressive du dispositif Scellier (fin programmée au 31/12/2012).



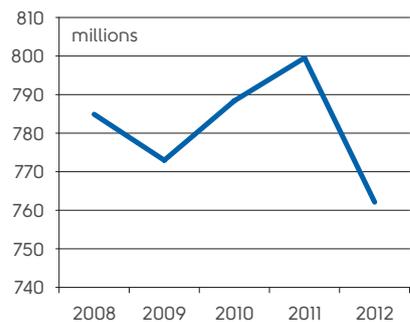
Crédit photo : Yvan Breton

À l'échelon national, la Banque de France constate une poursuite de la baisse de la consommation des ménages, qu'il s'agisse des produits alimentaires ou industriels. Selon l'INSEE, si les salaires réels progressent de 0,5 % en un an, leur hausse est freinée par la dégradation du marché du travail. Le pouvoir d'achat des ménages a ralenti en 2011 ; il devrait reculer en 2012, pénalisé par l'inflation énergétique, le ralentissement des revenus d'activité et la hausse des impôts.

Avec la détérioration des perspectives économiques, les ménages français ont eu tendance au cours des mois passés à augmenter leur niveau d'épargne. Les hausses de prélèvements obligatoires devraient désormais entamer cette épargne de précaution.

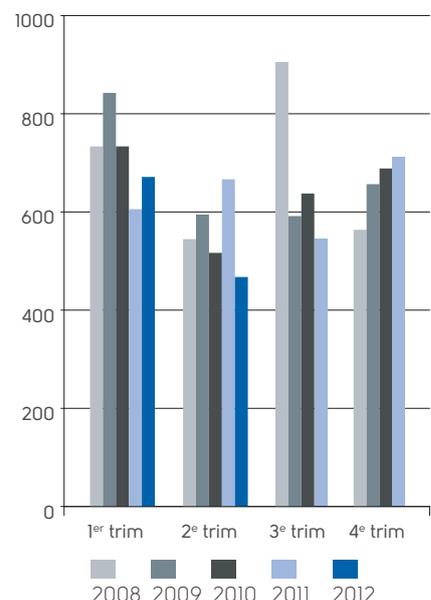
Les perspectives de croissance de la consommation pour le second semestre 2012 restent faibles.

Évolution du chiffre d'affaires HT des commerces de détail au 1^{er} semestre



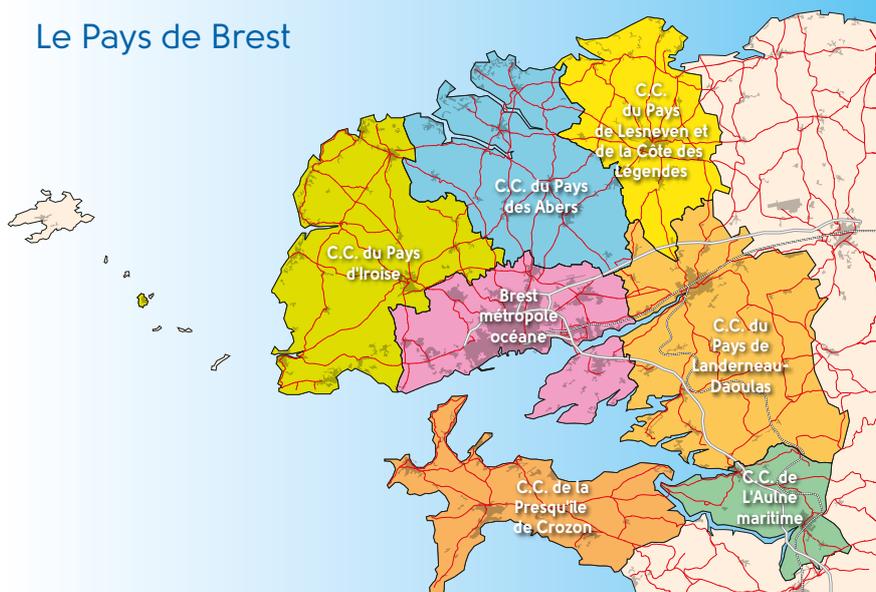
Source : Direction des services fiscaux

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - Sit@del2

Le Pays de Brest



Pays de Brest

Emplois en 2009 :

160 119 emplois

dont

143 386 emplois salariés

source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi
au 30 juin 2012**14 021**
en catégorie A**23 394**
en catégories A, B, CSource : Direccte
Unité Territoriale du FinistèreTaux de chômage
de la zone d'emploi de Brest
au 2^e trimestre 2012**8,6 %**

Source : INSEE

Dates du semestre

Janvier

- **Trécobat** inaugure à Lannilis sa nouvelle usine Nature et bois de 5 300 m². Avec ce programme de 4 M€, le groupe met l'accent sur les maisons à ossature bois.
- Le chantier d'extension du **radar de Loperhet** est engagé; l'investissement s'élève à 16 M€.
- **La coopérative Bretagne plants**, qui regroupe 300 producteurs de semences de pommes de terre, inaugure un nouveau laboratoire à Hanvec pour développer les cultures « in vitro ».
- **DCNS** et **STX France** décrochent le maintien en condition opérationnelle de six frégates de surveillance de la Marine nationale. Un plateau commun aux deux entreprises est installé à Brest.
- **L'École des officiers du commissariat de la Marine** sera transférée d'ici 2013 de Lanvéoc vers Salon-de-Provence.
- L'État donne son feu vert à la création de **B-com**, un institut breton de recherche technologique, chargé d'inventer les images et réseaux de demain ainsi que la santé numérique. Budget global : 250 M€ sur 10 ans.

Février

- Le groupe familial **Prévision** (Tréflévénez), spécialisé dans les équipements pour l'agriculture et le BTP, rachète Cima Europe dans le Gard.
- Le groupe **Sill** (Plouvien, 750 salariés, 340 M€ de CA) fête ses 50 ans et annonce des grands projets comme la construction d'une chaudière bois et le lancement d'une gamme de produits appertisés pour bébé.
- La société **Kana Beach** (Locmaria-Plouzané, 94 salariés), spécialisée dans les vêtements sportswear, est placée en redressement judiciaire.

Mars

- **City Jet**, filiale d'Air France, propose des vols entre l'aéroport de Brest-Bretagne et celui de Londres City. La compagnie aérienne **Vueling** ouvre également un vol direct vers Barcelone.
- Le fabricant brestois de groupes électrogènes **SDMO**, propriété du groupe américain Kohler, se voit confier le management de la société Maquigeral au Brésil.
- Implantée à Brest, la plateforme de recherche et d'essais **France Énergies Marines** est retenue par l'État dans le cadre du programme d'investissements d'avenir.

Avril

- L'industriel **Damen** reprend le chantier brestois de réparation navale civile **Sobrena**.

Mai

- **Financo**, filiale du Crédit mutuel Arkéa basée à Brest, investit dans des nouveaux locaux de 8 000 m² à proximité de l'aéroport.
- Le chantier du **Campus des Métiers** démarre à Guipavas (investissement de 45 M€). 2 100 apprentis y seront accueillis à la rentrée 2014.

Juin

- Le groupe **Doux** (Châteaulin, 3 400 salariés) est placé en redressement judiciaire.
- La société marseillaise **Jifmar Offshore Services** s'installe à Brest en raison d'un contrat de maintenance décroché pour le GESMA et en prévision des prochains marchés de l'éolien en mer.

ADEUPa
BRESTL'OBSERVATOIRE
DE L'ÉCONOMIE DU PAYS
DE BREST

Directrice de la publication :

Claire Guihéneuf

Réalisation :

Lucie Bianic, Nadine Le Hir,
François Rivoal

Traitements statistiques :

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page :

Dynamo+ Brest avec le concours
d'HippocampeContact : ADEUPa – 24 rue
de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél : 02 98 98 33 51 71

Courriel : adeupa-de-brest
@adeupa-brest.fr

Site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 4^e trimestre 2012

ISSN : 1623-6084

Réf. 12/293